



« Le Fonds mondial ne peut pas mettre fin aux épidémies en vase clos; nous ne réussirons que si nous appuyons des partenariats avec des leaders communautaires des organisations des domaines du genre et des droits humains ainsi que des organisations et réseaux des populations clés. Une pleine reconstitution financière nous permettra de continuer et de renforcer notre engagement auprès des vrais héros de cette mission. » [trad.]

Mark Dybul, directeur exécutif du Fonds mondial

Les Populations Clés Et Le Fonds Mondial: Des Résultats Clés

Les organisations et réseaux dirigés par des populations clés et vulnérablesⁱ reconnaissent le rôle vital du Fonds mondialⁱⁱ dans le soutien de leur travail. Des améliorations sont requises, mais le Fonds mondial s'est avéré être réceptif aux besoins de ces populations.

L'apport des populations clés et vulnérables est reconnu comme essentiel à l'éradication du sida, et ce depuis le début de la réponse à l'épidémie. Plus récemment, les communautés de scientifiques et de militants qui luttent pour mettre fin à la tuberculose et au paludisme ont reconnu également l'impact des populations clés et particulièrement vulnérables dans la réponse à ces épidémies.

Le présent sommaire offre un premier aperçu d'une publication du partenariat du Processus d'espace libreⁱⁱⁱ et du Global Fund Advocates Network, financée par ICSS et l'ICASO, examinant les preuves pertinentes au rôle des

communautés clés et vulnérables pour mettre fin aux épidémies ainsi que leur apport unique à l'amélioration des résultats des investissements dans le Fonds mondial.

Les engagements mondiaux à mettre fin au sida, à la TB et au paludisme n'atteindront jamais leurs cibles ambitieuses sans des partenariats rehaussés et efficaces avec les populations clés et vulnérables. En prévision de la Reconstitution du Fonds mondial de septembre 2016, la Réunion de haut niveau de l'ONU sur le VIH et le sida et le Congrès international sur le sida de Durban sont des occasions d'examiner le lien entre les investissements dans les populations clés et vulnérables et les résultats obtenus. Pour parvenir à éradiquer le sida, la TB et le paludisme dans le monde, le rôle crucial des populations clés et vulnérables dans la direction des réponses doit être renforcé, et le Fonds mondial devra être entièrement financé en septembre.



« Les réseaux communautaires et les réseaux de populations-clés sont particulièrement bien placés pour identifier précisément les besoins et y répondre rapidement, en instaurant un dialogue avec les groupes touchés et en échangeant avec les communautés afin de maintenir des programmes à long terme. Leur contribution à la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme et aux initiatives visant à sauver des vies ne doit pas être sous-estimée. Des systèmes communautaires solides sont nécessaires pour défendre les besoins particuliers des communautés et des différents groupes de population, mais également pour participer à l'élaboration, la gestion, la mise en œuvre et le suivi de programmes efficaces et stratégiques. »

(Comité technique d'examen des propositions (TRP) du Fonds mondial : Rapport du Comité technique d'examen des propositions sur les notes conceptuelles soumises au cours des troisième et quatrième périodes d'Examen du modèle de financement)

L'investissement dans les populations clés et vulnérables est plus nécessaire que jamais. Cela est essentiel à l'atteinte des engagements mondiaux liés au VIH, à la TB et au paludisme. Nous ne réaliserons pas la Stratégie du Fonds mondial ni les ODD sans mettre à l'échelle les programmes par et pour ces populations.

Investir dans les populations clés et vulnérables n'est pas un « choix facultatif », mais plutôt un élément fondamental pour mettre fin au sida, à la TB et au paludisme. Sans des programmes mis à l'échelle et fondés sur des données probantes pour les plus marginalisés et vulnérables, il ne sera pas possible d'atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies ni les buts énoncés dans la Stratégie 2016-2021 de l'ONUSIDA, la Stratégie 2016-2020 du partenariat Halte à la tuberculose et la Stratégie technique mondiale contre le paludisme 2016-2030.

Des populations clés et vulnérables sont présentes sur tous les continents (malgré la persistance du déni « officiel » de leur existence même), et la réponse à leurs besoins n'est pas qu'une obligation de droits humains : la science démontre qu'il s'agit d'une exigence cruciale du point de vue de l'épidémiologie et de la santé publique. Des investissements stratégiques dans des groupes qui se consacrent à l'égalité des genres, aux femmes et aux filles ainsi qu'aux droits humains sont tout aussi vitaux. En l'absence d'une reconstitution complète du Fonds mondial, la mise à l'échelle requise serait entravée.



« Depuis quelques années, en particulier depuis la mise en œuvre du Nouveau modèle de financement du Fonds mondial, AMSHeR collabore avec ses membres à assurer une implication efficace de la société civile dans les processus des pays et à exiger la reddition de comptes et la transparence dans ce contexte. Les progrès sont considérables, mais il reste beaucoup à faire. »

Kene Esom, AMSHeR

Le Fonds mondial joue un rôle unique dans l'investissement pour les populations clés et vulnérables. Il aide les pays à mettre à l'échelle, pour ces populations, des interventions de grande qualité qui sont fondées sur les droits et les données, et conformes aux pratiques exemplaires et aux orientations normatives.

Depuis sa création en 2002, le Fonds mondial incite les pays à inclure des populations clés et vulnérables dans leurs propositions, en énonçant clairement son appui aux interventions fondées sur des données probantes et sur les droits afin que les populations clés aient accès à la prévention, aux traitements, aux soins et au soutien en matière de VIH.

Selon l'ONUSIDA, en 2014, plus de 90 % des nouvelles infections à VIH en Asie centrale, en Europe, en Amérique du Nord, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord touchaient des individus de populations clés et leurs partenaires sexuels. Or la conception et la fourniture des services de prévention du VIH sont limitées par une réticence à joindre les populations clés. Dans plusieurs pays, ces populations sont repoussées en

marge de la société par la stigmatisation et la criminalisation des relations de même sexe, de la consommation de drogues et du travail du sexe. Cette marginalisation limite leur accès à des services liés au VIH.^{iv}

Les résultats préliminaires d'une initiative de surveillance des ressources dirigée par le département Communauté, Droits et Genre (CRG) du Secrétariat du Fonds mondial indiquent que pour chaque tranche de 10 \$ versée à des programmes sur le VIH et le VIH/TB, approximativement un dollar va à des programmes pour les populations clés. Cela varie d'un pays à l'autre, selon la volonté ou la capacité de chacun de prioriser ces investissements.

Une analyse exhaustive de 119 propositions recommandées au Fonds mondial par le Comité technique d'examen des propositions a toutefois



« L'implication du Fonds mondial au Belize a fait en sorte que les voix des populations clés soient prises en compte par l'Instance de coordination nationale (CCM). Cette plateforme permet pour la première fois un débat sur certains des catalyseurs de l'épidémie au Belize, comme la "loi anti-sodomie" (article 53 du Code criminel) et la discrimination à l'endroit des personnes transgenres, des hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes, et des travailleuses et travailleurs du sexe. »

EriKa Castellanos, Belize

révélé qu'on y omet trop souvent le lien entre la reconnaissance des enjeux et besoins des populations clés, et la demande de fonds pour y répondre. La nouvelle stratégie 2017-2019 du

Fonds mondial tente de remédier à cet écueil en insistant davantage sur le rôle crucial des populations clés et vulnérable dans l'atteinte de résultats.

Au-delà de ses investissements, le Fonds mondial joue un rôle crucial de catalyseur en mobilisant des fonds nationaux pour les populations clés et vulnérables, en appuyant la transition vers l'appropriation locale et en améliorant le cadre juridique et de politiques.

L'investissement du Fonds mondial dans des programmes dirigés par des populations clés et vulnérables peut souvent accomplir plus que prévu grâce à son rôle de catalyseur en partenariat avec des leaders au palier des pays. Voici quelques exemples:

Mobiliser des ressources nationales

De nombreux exemples démontrent que les investissements du Fonds mondial suscitent un financement national accru, y compris pour les populations clés (voir l'étude de cas sur la Zambie). Le Fonds mondial est une des rares agences de financement qui favorise des mécanismes novateurs pour mobiliser des fonds nationaux additionnels, comme dans le cas de l'Afrique du Sud où l'on a créé des « contrats à impact social » pour soutenir des programmes destinés aux travailleuses et travailleurs du sexe.

Assurer une meilleure transition

Le Fonds mondial a établi des politiques à l'intention des pays qui ne peuvent plus recevoir de fonds en raison d'un RNB

accru, afin que leur transition soit plus harmonieuse et ne compromette pas les programmes des populations clés. Les nouvelles exigences de cofinancement incitent également à un financement national accru pour les populations clés, à l'approche de la transition.

Mettre à l'échelle

Aucune autre agence n'est plus efficace que le Fonds mondial pour mettre à profit ses investissements et son soutien technique de manière à catalyser la mise à l'échelle d'interventions de grande qualité pour les populations clés, même dans des pays où les programmes pour les populations clés et vulnérables étaient jadis très rares. Par exemple, le Costa Rica s'est engagé à verser 11,2 millions \$ à un mécanisme de financement d'un conseil de protection sociale pour les ONG locales en VIH qui priorise spécifiquement le soutien aux organisations desservant les HRSH et les femmes transgenres.

Améliorer le cadre juridique et de politiques

En encourageant fortement par ses politiques l'inclusion des populations clés et vulnérables dans les Instances de coordination nationale, le Fonds mondial joue un rôle déterminant dans l'amélioration des cadres de politiques

pour les stratégies et plans nationaux et dans la promotion de changements propices à des cadres juridiques rehaussés et positifs pour les populations clés et vulnérables. (Voir l'étude de cas sur le contentieux stratégique au Botswana)



Zambia

Jusqu'en 2012, les contributions gouvernementales réservées au programme sur le paludisme étaient limitées à la subvention d'exploitation du National Malaria Control Centre. L'introduction d'un

item au budget pour l'approvisionnement en commodités et médicaments antipaludéens a résulté en une augmentation marquée des contributions du gouvernement au programme, de 0,4 million \$US (en 2012) à 26 millions \$US (en 2014) – haussant la part gouvernementale des investissements concernant le paludisme de moins de 1 % à son niveau actuel d'environ 40 %.

Comme on l'a observé en Zambie, une fois que ces budgets spécifiques sont établis, on s'attend généralement à ce que les engagements augmentent avec le temps, ce qui améliore la viabilité des programmes.



« Le Fonds mondial a habilité les communautés. Faire confiance aux communautés et leur offrir un soutien direct pour réaliser un programme à titre de sous-récepteurs est une action qui a d'énormes retombées. On a littéralement “pris l'épidémie en main” et la réponse a été positive. Nous planifions, concevons des stratégies et des innovations, à l'échelon communautaire, pour veiller à atteindre nos objectifs et impacts, dans nos communautés.

Le Fonds mondial a une approche unique qui donne des résultats. Pour les communautés, ce programme est un pont vers les gouvernements. Nous avons utilisé ce financement pour soumettre à des essais pilotes des approches qui, à présent, sont entreprises par nos gouvernements – comme le programme de seringues. Pour ce programme, notre gouvernement au Kenya a emboîté le pas en formulant des lignes directrices et en offrant d'autres ressources pertinentes. »

Peninah Mwangi, représentante des travailleuse(-eur)s du sexe auprès de la CCM du Kenya



Contentieux stratégique au Botswana^v

Le Botswana Network on Ethics, Law and AIDS (BONELA) et le Southern Africa Litigation Centre (SALC) ont eu gain de cause dans leur contestation visant la politique du Gouvernement du Botswana qui privait les détenus non citoyens de recevoir des traitements anti-VIH. Le BONELA, un sous-réceptaire du Fonds mondial, est le fer de lance du travail effectué au Botswana afin d'abolir les obstacles juridiques et de droits humains nuisant à l'accès. Le SALC, sous-réceptaire d'une subvention régionale du Fonds mondial (qui inclut le Botswana), concentre tout son travail sur l'abolition des

obstacles à l'accès aux traitements et à des services de prévention en matière de VIH en Afrique.

La politique qui était en vigueur prévoyait l'accès gratuit au traitement du VIH pour les détenus de citoyenneté botswanaise, mais le refusait aux détenus non citoyens. Alors que 87 % des personnes du Botswana connaissant leur statut positif pour le VIH recevaient un traitement antirétroviral (TARV) – ce qui est très près de la cible 90-90-90 de l'ONUSIDA –, les détenus d'origine étrangère, composant plus de 14 % de la population carcérale du pays, étaient laissés de côté.

Le BONELA et le SALC ont entrepris une action de contentieux stratégique devant la Haute cour de Gaborone et celle-ci a tranché en août 2014 que le refus de traitement aux détenus étrangers vivant avec le VIH portait atteinte à leurs droits constitutionnels. Un investissement du Fonds mondial pour abolir les obstacles juridiques à l'accès a été essentiel pour que des groupes de plaidoyer et de défense des droits humains en Afrique s'attaquent aux obstacles à l'accès.



« Au Sierra Leone, nous avons réussi à réunir 15 organisations dont les travaux concernent le paludisme, la tuberculose et le VIH, afin qu'elles fassent valoir conjointement les droits des populations clés affectées. Ensemble, nos voix sont plus fortes, par le biais du Consortium to Advance the Rights of Key Affected Populations (CARKAP). Cette collaboration intersectorielle a vu le jour dans la consultation nationale soutenue par le partenariat Halte à la tuberculose. »

Abdulai Abubakarr Sesay, Sierra Leone

Le Fonds mondial donne une voix aux populations clés et vulnérables en leur offrant des occasions uniques de s'impliquer dans les structures de gouvernance, le développement et la mise en œuvre des programmes à l'échelon national.

Le Fonds mondial n'est pas qu'un bailleur de fonds. Dès le début, il a fait des communautés, des droits et du genre un élément central de l'orientation des programmes ainsi que du plaidoyer pour des changements juridiques et des politiques qui sont nécessaires afin de mettre fin aux épidémies:

- Le conseil d'administration du Fonds mondial inclut des sièges votants pour trois délégations de la société civile, y compris un pour les communautés vivant avec le VIH et pour celles affectées par la tuberculose et par le paludisme.
- À l'échelon des pays, les Instances de coordination nationale (CCM) sont tenues d'inclure des personnes vivant avec les maladies et/ou affectées par celles-ci ainsi que des représentants des populations clés affectées. Et, à présent, les CCM doivent également avoir une représentation égale d'hommes et de femmes.
- Les processus de dialogue du pays, pour le développement et la mise en œuvre des programmes, donnent des signes de nombreuses améliorations de la qualité de l'implication des populations clés et vulnérables. On peut cependant faire encore plus.
- En tant qu'organisation favorisant l'apprentissage, le Fonds mondial requiert que les pays abordent l'écart entre les droits humains, le genre et les priorités des populations clés que signalent les notes conceptuelles, et qu'ils veillent à ce que des initiatives de grande qualité et fondées sur des données probantes, concernant ces domaines, soient incluses dans les demandes de subvention et les plans de transition.



« Le soutien financier n'est pas la seule chose qui nous importe. Les activités de renforcement des systèmes communautaires ont été rehaussées grâce aux subventions du Fonds mondial et elles ont contribué à bâtir le leadership communautaire et la capacité d'appuyer une réponse viable au VIH. En vertu de la nouvelle stratégie (2017-2022), le Fonds est engagé à soutenir notre militantisme pour protéger les droits des personnes qui consomment des drogues, ce qui permet au Fonds mondial de plaider notre cause aux échelons les plus élevés. Si le Fonds mondial n'est pas pleinement financé, notre progrès sera menacé et tous nos gains pourraient être perdus. »

Anton Basenko, Ukraine

Le Fonds mondial place les populations clés et vulnérables au cœur de son travail, en leur fournissant un ensemble de stratégies, de politiques et de processus d'appui.

En outre, le Fonds mondial ne se limite pas à « parler des populations clés et vulnérables » : il a développé un ensemble complet de stratégies, de politiques et de processus afin de concrétiser son engagement. Le soutien inclut de l'assistance technique, par le biais de six plateformes régionales de coordination et de communication et d'une assistance technique sur mesure pour des populations spécifiques, venant du Fonds mondial et de l'intermédiaire du Robert Carr Networks Fund (RCNF).

Grâce à ce soutien, des réseaux de populations clés ont pu commencer à offrir du soutien technique entre pairs. Des politiques favorables

à la participation des populations clés au sein des CCM et au développement des notes conceptuelles sont en vigueur; et la conformité des CCM [CCMs and compliance to human rights standards is a condition] aux normes des droits humains est une condition des ententes légales avec les pays.

Le Fonds mondial collabore avec des partenaires techniques, pour développer et publier du matériel d'orientation spécifique aux maladies et groupes de populations.

ⁱ Dans la réponse au VIH, les populations clés et vulnérables varient selon la situation locale du contexte social et épidémiologique; elles incluent normalement les femmes et filles, les hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes (HRSH), les personnes s'injectant des drogues (PID), les personnes transgenres, les travailleuse(-eur)s du sexe, les détenus, les réfugiés et migrants, les personnes vivant avec le VIH, les adolescents et les jeunes, les orphelins et les enfants vulnérables ainsi que les populations dans une situation humanitaire préoccupante. Dans la réponse à la tuberculose, les populations clés et vulnérables sont neuf groupes – détenus, pauvres en milieu urbain et rural, populations mobiles, PID, enfants et travailleurs des mines. Pour la réponse au paludisme, les groupes vulnérables varient selon la région; ils incluent les réfugiés, les populations mobiles, migrantes et transfrontalières, les personnes indigènes et tribales, les minorités ethniques, les hommes et femmes travaillant légalement et illégalement dans la forêt pour gagner leur vie, les enfants de moins de cinq ans ainsi que les femmes enceintes, en particulier dans le quintile inférieur et les régions rurales.

ⁱⁱ Le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme est une organisation de partenariat du 21^e siècle qui vise à accélérer la fin des épidémies du sida, de la tuberculose et du paludisme. Fondé en 2002, le Fonds mondial est un partenariat entre les gouvernements, la société civile, le secteur privé et les personnes affectées par les maladies. Il mobilise et investit près de 4 milliards de dollars US par année pour soutenir des programmes gérés par des experts locaux, dans les pays et communautés où les besoins sont les plus marqués.

ⁱⁱⁱ Le partenariat du Processus d'espace libre (Free Space Process (FSP)) appuie la mise à l'échelle et l'amélioration de qualité de la réponse de la société civile au VIH/sida en offrant un espace pour la réflexion stratégique, la création de valeur ajoutée par le partage d'expertise et d'infrastructures, et la réponse aux lacunes de la capacité à tous les échelons – mais en particulier à l'échelon national –, dans l'architecture de la société civile. Les organisations participantes sont le Réseau mondial des personnes vivant avec le VIH/sida (GNP+), le HIV Young Leaders Fund (HYLF), Global Action for Trans* Equality (GATE), la Communauté internationale des femmes vivant avec le VIH (ICW), le Conseil international des ONG de lutte contre le sida (ICASO), l'International Treatment Preparedness Coalition (ITPC), l'Alliance internationale contre le VIH/sida (l'Alliance), l'Alliance œcuménique « Agir ensemble » (EAA), l'International Network of People who Use Drugs (INPUD), le Network of Sex Work Projects (NSWP) et le MSM Global Forum (MSMGF).

^{iv} ONUSIDA (2016). Global AIDS Update 2016. Page 9-10.

^v Études de cas sur les cadres financiers : Windows 1-8, produit par Access to Funding en collaboration avec CRG, TAP, SI et les équipes de pays.



Publié: juin 2016
www.globalfundadvocatesnetwork.org

Préparé par:

Free Space Process

